

René MARTEL

*Agrégé de l'Université*

LE  
PROBLÈME DE L'UKRAINE

Extrait de *Politique Étrangère*, n° 6. — Décembre 1938

Centre d'Études de Politique Étrangère  
Paris, 13, rue du Four (Odéon 41-21)

## LE PROBLÈME DE L'UKRAINE

### L'Ukraine, problème international témoin

La question d'Ukraine est un problème international témoin. Elle apparaît, en général, quand de profonds remaniements se produisent en Europe, quand un ordre nouveau s'instaure, quand l'équilibre des forces se modifie au centre ou à l'est du continent. Et il en est ainsi depuis trois cents ans.

Dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, le grand royaume de Pologne, issu de l'idée jagellonienne d'un État composé de nationalités librement unies en fédération, et instauré par l'Union de Lublin, en 1569, se disloque. Après les terribles « guerres cosaques », les luttes dirigées contre la Pologne, par Khmelnitzkij, l'Ukraine se sépare de la Pologne et s'allie, en 1654, par le traité de Périaslav, à la naissante Moscovie. Ainsi l'Ukraine a porté le coup fatal à la domination polonaise tandis qu'elle contribuait à faire de la Russie une grande puissance européenne, bouleversant ainsi tout le statut de l'Europe orientale.

En 1709, c'est la grande entreprise suédoise de Charles XII, secondé par Mazeppa, cette fois contre la Russie. Pierre le Grand l'emporte, mais l'alerte a été chaude et une victoire des Suédois à Poltava eût changé sans doute le cours de l'histoire, dans l'Europe orientale tout au moins.

1812. Napoléon I<sup>er</sup>, reprenant à son compte, dans des plans grandioses, la politique de Choiseul, de Vergennes, des bureaux de la monarchie française, fait une place de choix à la question d'Ukraine. Nous y reviendrons. Nous retrouverons alors les principes français de l'équilibre des forces, de la diversion, énoncés par les ministres de Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, repris par la Révolution, étudiés, mis au point dans des anticipations hardies par la diplomatie impériale, coordonnés par le comte d'Hauterive qui ne craignait pas de songer à un futur État cosaque allié et vassal de la France, la Napoléonide...

1918. La question d'Ukraine posée dès 1917 ne trouvera pas sa solution dans les traités de paix. Elle provoquera un vaste conflit, en 1920, entre les Soviets et la Pologne, guerre gagnée de justesse, grâce à l'intervention

française, et sous les murs de Varsovie. Le traité de Riga, en 1921, établissait une solution d'attente plutôt qu'un règlement définitif. Nous le constatons aujourd'hui. La guerre mondiale a pris fin sans que l'Europe orientale ait trouvé son équilibre. Elle l'a cherché, douloureusement, les armes à la main, pendant trois années de luttes confuses et sanglantes. Elle ne l'a pas encore atteint. Aux heures troubles et si incertaines que nous vivons, nous sentons tous que des changements profonds se préparent. La poussée allemande vers l'Est a pris, nous dit-on, pour objectif final l'Ukraine et ses richesses. Nous apprenons, à l'heure même où ces lignes s'écrivent qu'un rapprochement inattendu vient de s'esquisser entre la Pologne et l'Union Soviétique. Inattendu? Certes, mais combien explicable si l'on songe aux actuels aspects du problème ukrainien dans le cadre international, aux événements de ces dernières semaines, au regroupement des forces dont le dynamisme s'emploie à frayer de nouveaux chemins à une expansion économique et industrielle contrainte, par sa puissance même, à chercher sans cesse d'autres marchés, à livrer, sans trêve ni répit, cette bataille des matières premières, formule moderne de la lutte entre les nations, et dont le problème ukrainien, du point de vue allemand, n'est qu'un des multiples aspects.

Mais combien ce problème est ardu et difficile! Voilà bientôt quinze ans que nous l'étudions, sans que notre conception d'ensemble parvienne à se fixer dans des conclusions définitives. Mais peut-être aussi est-il vain de chercher à saisir la vie dans sa complexe multiplicité. Essayons seulement aujourd'hui de voir clair en dégagant un certain nombre de certitudes positives.

Nous nous demanderons tout d'abord où se rencontre le peuple ukrainien. Nous chercherons ensuite comment le problème national apparaît dans les différents pays d'Europe qui l'ont mis à l'ordre du jour. Nous essayerons enfin de le situer, dans le cadre international, parmi les préoccupations de l'heure présente.

## Les territoires peuplés d'Ukrainiens

Quelques simples données de fait pour caractériser le peuplement des territoires occupés, dans le monde, par le peuple ukrainien.

La République soviétique d'Ukraine, la seconde en importance des Républiques alliées et associées, compte, sur un territoire de 461.000 kilomètres carrés, une population de 33 millions d'habitants dont 29 à 30 millions d'Ukrainiens, qui « forment le cinquième de la population totale de

l'U. R. S. S.<sup>1</sup> ». Sa capitale, autrefois Kharkhiv, est aujourd'hui Kiev (Kiiv). La dernière statistique officielle ayant donné des résultats douteux, de l'avis même des autorités soviétiques, il serait imprudent de chercher des données numériques trop absolues. Les minorités nationales de la République soviétique d'Ukraine sont, par ordre d'importance : les Russes, les Israélites, les Polonais, les Allemands, les Moldaves, les Grecs, les Bulgares, les Blancs-Russes et les Tchèques. Les Grands Russes sont plus nombreux dans les villes et les centres industriels que dans les campagnes où l'élément ukrainien domine nettement. Les richesses naturelles de la République sont le blé, le sucre, le charbon du Donetz, le fer du Krivoï-Rog riche en manganèse, l'énergie électrique du Dniepr, utilisée grâce au barrage géant du Dnieprostroï.

L'habitat des Ukrainiens de l'Union soviétique comprend les neuf anciennes provinces russes de Kiev, Podolie, Volynie, Kherson, Tchernigov, Poltava, Kharkov, Ekaterinoslav, et de Tauride. Une nouvelle répartition de ces territoires les a divisés en quarante-trois circonscriptions (okrugi) analogues à nos départements français.

Le second groupe ethnique ukrainien important d'Europe est celui de Pologne. Pour éviter toute contestation sur les chiffres de ces populations, nous écarterons à la fois les renseignements donnés par les sources polonaises et ukrainiennes, nous référant, dans un souci d'objectivité, à l'excellent travail de Joseph Chmelar<sup>2</sup> sur les minorités en Europe centrale.

« La plus nombreuse minorité nationale de Pologne, écrit cet auteur, est constituée par les Ukrainiens. Ils forment la majorité de la population en Galicie orientale et en Volynie. En Galicie orientale, il y en a plus de 2.750.000 répartis dans les voïvodies de Stanislawow, de Tarnopol et de Lwow, soit plus que la moitié de la population de la région. En Volynie, ils sont près d'un million, soit 70 %. Il y a aussi des Ukrainiens en moins grand nombre en Polésie et dans les voïvodies de Lublin et de Cracovie. En 1921, il y avait en tout, d'après les statistiques officielles, 3.898.341 Ukrainiens. Si on calculait que le peuple ukrainien de Pologne s'est accru dans la proportion de 7 %, comme c'était le cas en 1931 pour les Ukrainiens de la Galicie orientale, on trouverait que cette année-là le nombre total des Ukrainiens de Pologne était de 4.200.000. Les Ukrainiens eux-mêmes évaluent leur nombre beaucoup plus haut, jusqu'à 7 millions. »

Ces données statistiques un peu arides, mais d'une évidente impartialité s'accompagnent chez M. Chmelar de cette observation pertinente :

« L'importance politique de cette population minoritaire de Pologne

---

1. Vladimir Pozner. L'U. R. S. S., p. 37.

2. Prague, Orbis, 1937, p. 32.

s'accroît du fait que le territoire habité par elle est immédiatement voisin des vastes espaces de l'Ukraine soviétique. »

En Tchécoslovaquie, le territoire de l'État fédéral associé d'Ukraine carpathique ou de Ruthénie subcarpathique (le terme officiel définitif ne semble pas encore choisi, au moins à Prague) comptait, au recensement de 1930, 446.916 Ruthènes, ou Ukrainiens, sur une population totale de 725.357 habitants. Les accords de Vienne ont fait passer à la Hongrie de 60 à 80.000 Ukrainiens, avec leurs villes principales d'Uzhorod et Mukacevo. Ils ont par contre éliminé l'élément hongrois et diminué la population israélite.

Les statistiques officielles roumaines attribuent aux Ukrainiens, qu'elles dénombrent sous l'appellation de Ruthènes, 456.832 représentants, en Bukovine et en Bessarabie. Ces chiffres sont fortement contestés par les Ukrainiens. Ils signalent qu'en 1910, quand fut effectué le fameux recensement qui servit de base aux récents accords de Vienne, 310.000 Ukrainiens avaient été signalés dans la seule Bukovine. On sait que cette province a été attribuée à la Roumanie, le 10 avril 1920, par le traité de Sèvres.

Hors d'Europe, il y a plusieurs millions d'Ukrainiens installés en formations ethnographiques compactes en Sibérie orientale, dans les régions arrosées par l'Amour et le Sungari. Il est absolument impossible d'obtenir des précisions quelconques sur ces éléments qui semblent avoir été renforcés par les mesures récentes de bannissement prises en U. R. S. S. contre les Ukrainiens accusés de tiédeur ou d'hostilité au régime.

En Amérique, aux États-Unis et surtout au Canada, dans la région de Winnipeg, une nombreuse et riche émigration ukrainienne a constitué des centres actifs de vie nationale. Les Ukrainiens — ils sont plusieurs millions — sont intervenus, en 1919, dans les affaires d'Europe dont ils sont loin de se désintéresser aujourd'hui.

Laissant de côté le mouvement national ukrainien en Roumanie, où son activité n'a pas encore atteint le stade des problèmes internationaux, en Sibérie, où nos données d'information manquent de certitude, en Amérique, car nous retrouverons l'action de ces émigrés intelligents dans la formation idéologique ukrainienne, voyons rapidement comment la situation a évolué dans les trois pays d'Europe où la question ukrainienne est devenue actuelle : Union Soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie.

## Le problème ukrainien en Ukraine soviétique

Avant d'aborder la situation présente de l'Ukraine soviétique, un bref rappel historique est indispensable. Nous nous bornerons à des dates, à des têtes de chapitres, sans développer des notions que nous supposons connues.

L'Ukraine, après s'être détachée de la Pologne, s'est donnée librement, en qualité de nation indépendante, à la naissante puissance de Moscou, par le traité de Péréiaslav, en 1654. Mais les tsars vont s'attacher à détruire méthodiquement les garanties qu'ils ont accordées. L'Ukraine (1709) comprend le danger de leur jeu unificateur et Mazeppa s'allie contre Pierre I<sup>er</sup> à Charles XII dont la défaite, à Poltava, précipitera l'asservissement des Cosaques. Catherine II poursuit l'œuvre d'assimilation, anéantit la République des Cosaques Zaporogues en 1775, établit le servage en 1783, détruit enfin, en 1786, les derniers vestiges de l'autonomie de l'Ukraine. Dès lors, malgré le grand espoir français de 1812, l'Ukraine est soumise méthodiquement à la russification : sa langue est proscrite, toute tentative de résurrection nationale étouffée, ses patriotes bannis. On les trouve mêlés au complot des Décabristes et leur activité emprunte les formes de la conspiration jusqu'aux premières années de notre siècle.

Vint la guerre mondiale et l'effacement de la Russie. Le 15 novembre 1917, le Conseil des commissaires du peuple reconnaissait, par voie de décret, l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine. Il existe alors un pouvoir national, celui de la Rada (ou Conseil) centrale, qui entrera bientôt en conflit avec les Bolcheviks.

Elle signe le 9 février 1918 le traité de Brest-Litovsk. Les Allemands envahissent l'Ukraine, installent un gouvernement féal, celui de l'hetman Skoropatski, bientôt chassé par un soulèvement populaire que dirigent Vinnitchenko et Petlioura. Un Directoire ukrainien est formé. Les Alliés interviennent, Petlioura rompt avec Moscou, s'engage avec la Pologne, et finit par perdre l'Ukraine où une République soviétique se constitue. Dès sa création, il lui faut lutter contre la Pologne. Pilsudski marche sur Kiev, en est rejeté, malgré la diversion anticipée de Denikine; les troupes polonaises refluent en désordre jusqu'à Varsovie. Rétablissement inattendu de la situation, grâce à l'action de la France. Le traité de Riga établit, en 1921, les frontières occidentales de la République d'Ukraine.

Pendant une période très longue, plus de dix ans, et peut-être même davantage, les relations des Ukrainiens et des Russes ont été bonnes.

Quand nous lisons aujourd'hui, dans certains journaux russes, que pendant des années les Ukrainiens, en vrais descendants du « fourbe et traître Mazeppa », ont joué la comédie du dévouement à la cause de l'Union, nous constatons, non sans tristesse, que la passion aveugle et égare. Quand nous trouvons, d'autre part, dans les périodiques nationalistes ukrainiens, l'affirmation que toujours, et dès 1921, les Russes ont cherché à opprimer les Ukrainiens, nous éprouvons presque un sentiment de gêne.

L'Ukraine est entrée dans le cadre de l'Union des Républiques socialistes soviétiques en qualité de République alliée et associée. Son premier président s'appelait Christian Rakovski. C'est un Ukrainien, Mikola Skrypnyk — il fut plus tard commissaire du peuple à l'Instruction Publique, puis président des commissaires du peuple en Ukraine — qui élaborait le projet de Constitution de l'Union soviétique. Soutenu alors par Staline, il proposa et fit adopter le célèbre article 4 de la Constitution :

« Chacune des Républiques alliées a le droit de quitter librement l'Union. »

N'est-il pas vrai que, pendant des années, la politique officielle du gouvernement soviétique a été l'ukrainisation de l'Ukraine? M. Zatonski, chargé, en 1927, du contrôle d'État en Ukraine, la définissait ainsi :

« Notre pays, disait-il alors, est dans une situation toute particulière. Du fait des conquêtes du tsarisme, la ville, en Ukraine, s'est trouvée russifiée, tandis que la campagne a conservé son caractère foncièrement ukrainien. De là toutes les difficultés d'une politique nationale chez nous. Nous respectons l'égalité des langues, mais nous avons à faire progresser la culture nationale de la grande majorité de la population, ce qui réclame des mesures spéciales en faveur de la langue de celle-ci. Nous ne voulons en rien gêner les citoyens russifiés. Mais nous devons assurer à la langue du pays la place qui lui revient dans l'État. »

Ainsi, écrivions-nous en 1927, commentant cette déclaration, les pouvoirs publics de l'Ukraine useront obligatoirement de l'ukrainien et les fonctionnaires qui ne connaissent pas la langue de la majorité seront congédiés. L'ukrainien sera la langue des universités et des écoles ukrainiennes... Si les autorités sont tenues de correspondre entre elles en ukrainien, tout citoyen a le droit de s'adresser à elles dans sa propre langue et les réponses écrites doivent lui parvenir dans sa même langue... Ainsi il existe une République moldave autonome. La langue de la majorité y est officiellement obligatoire et l'ukrainien n'est employé que comme langue secondaire.

Disons d'ailleurs qu'à cette époque des menaces extérieures précises renforçaient encore les liens qui unissaient Russes et Ukrainiens dont beaucoup avaient adopté, en toute sincérité, l'idéal communiste qui devait

être, dans la pensée de Lénine, le ciment unissant les nationalités les plus diverses.

Tout n'allait pas cependant toujours pour le mieux entre Russes et Ukrainiens. En 1930, le procès de « l'Union pour la libération de l'Ukraine » révélait l'existence d'une organisation secrète, composée surtout d'intellectuels, dont le but était de renverser le gouvernement soviétique en Ukraine et de le remplacer par un État ukrainien indépendant, soustrait à l'influence de Moscou. Moins de quatre ans plus tard, Skrypnik se suicidait pour échapper à une accusation dont il prévoyait trop bien les conséquences. Avec lui disparaissaient, un jour l'un, un jour l'autre, tous les anciens communistes ukrainiens, tous les révolutionnaires éprouvés qui avaient créé la République d'Ukraine, l'avaient défendue dans les périls, formé et façonné sa jeune âme. Depuis quelques années les noms inconnus se succèdent aux fonctions importantes : les différents plans ne sont pas exécutés, les procès pour sabotage, action contre-révolutionnaire se multiplient, et aussi, hélas! les exécutions, les bannissements. Quant à la russification, elle reprend comme au plus beau temps des tsars.

Que s'est-il donc passé? Nous sommes réduits aux hypothèses, mais un fait est certain : les relations se sont tendues entre Moscou et l'Ukraine. Le mouvement séparatiste ukrainien, qui n'existait pas jadis, est devenu une réalité. Pourquoi?

Un chauvinisme ukrainien, aussi haïssable que le chauvinisme grand russe, disait, le 18 juin 1930, M. Kossior, alors secrétaire du parti communiste ukrainien, se serait développé dans les masses profondes du peuple. En prenant conscience de leur passé, de leur avenir, les Ukrainiens se seraient éloignés des Russes. Tel un vin trop généreux, l'ukrainisme serait monté à la tête de ses nouveaux adeptes, les aurait rendus intolérants, aurait développé leur xénophobie. Il se peut : ces réactions excessives ne sont pas rares dans l'histoire des mouvements nationaux.

Les Bolcheviks assurent également que certaines influences étrangères se seraient exercées dans le but d'envenimer les relations entre Russes et Ukrainiens. L'hypothèse est plausible et il semble bien que le procès de « l'Union pour la libération de l'Ukraine » lui ait apporté quelque confirmation.

Il est enfin probable que la politique stalinienne de la collectivisation des terres a rencontré en Ukraine plus d'obstacles qu'en Russie. Le paysan ukrainien est attaché à sa terre, à son jardin, à son potager : sa façon de comprendre la propriété, sa tendresse pour sa glèbe fertile l'apparentent beaucoup à ses frères d'Occident.

Et peut-être la politique actuelle d'éternelle « épuration » de tous les cadres, de toutes les fonctions, l'inquiétude, l'instabilité générale, hélas!

trop bien installée au pays soviétique, incitent-elles les Ukrainiens à rêver d'un régime plus équilibré, plus apaisé, qui soit plus doux à l'homme, voire plus indulgent à ses faiblesses.

## Le problème ukrainien en Pologne

Depuis Khmelnickij, la Pologne et l'Ukraine ne se sont pas souvent entendues et la difficulté persiste. Les Polonais demeurent obsédés par l'idée de leurs frontières de 1772 : cet anachronisme a inspiré l'aventureuse expédition de Pilsudski sur Kiev, en 1920, tandis que les Ukrainiens désirent être les maîtres dans les régions qu'ils occupent et où ils constituent la majorité.

En 1918, les Ukrainiens des provinces occidentales avaient, sur les ruines de la monarchie austro-hongroise, constitué un État indépendant. La Pologne entreprit de l'anéantir et la guerre éclata, décidée en faveur de la Pologne par l'intervention de l'armée Haller, envoyée de France.

Le 25 juin 1919, le Conseil suprême admit l'occupation de la Galicie orientale, mais sous des réserves très précises. Celles-ci assuraient à la population galicienne la réalisation de son droit de libre disposition : le transfert de l'administration civile à l'occupant polonais était en outre subordonné à l'obligation, assumée par la Pologne, de garantir au pays ainsi annexé son autonomie territoriale.

L'autonomie devait être législative et exécutive. Elle comportait l'institution d'une Diète particulière et d'un gouvernement local responsable devant elle. Un délai de deux ans, expirant le 16 octobre 1924, était imparti à la Pologne pour se conformer à cette importante stipulation. La Pologne elle-même avait accepté ce délai dans sa loi du 26 septembre 1922 sur l'autonomie des voïvodies de la Galicie orientale. Aussi la Conférence des ambassadeurs attribua-t-elle ce pays à la Pologne le 15 mars 1923.

Faut-il rappeler que les Ukrainiens attendent encore l'exécution de ces promesses inscrites dans les actes internationaux et les lois mêmes de l'État polonais? Les Ukrainiens de Pologne viennent, il y a un mois, de rappeler à Varsovie les engagements d'autrefois. Satisfaction leur sera-t-elle accordée? C'est pour le moins douteux.

Car le gouvernement polonais essaya, dès qu'il fut en possession des territoires qu'il convoitait, auxquels étaient venus s'ajouter par le traité de Riga la Polésie, la Volynie, la Pidliachie et le pays de Kholm, de poloniser toutes ces provinces. Par des lois et des ordonnances d'exception, il s'efforça d'anéantir toutes les conquêtes nationales réalisées avant la

guerre par les Ukrainiens. Persécutions contre les écoles, répartition entre des colons polonais de 450.000 hectares de terres, procès intentés à des organisations sportives, de jeunesse... Qu'il nous soit permis de tourner vite ces tristes pages. Elles nous sont devenues trop familières.

Il vaut mieux se demander par quel miracle la résistance ukrainienne n'a pas été brisée, et pourquoi, au contraire, la volonté des Ukrainiens de Pologne s'affirme avec une puissance inébranlable, une énergie qu'aucune épreuve ne lasse ni ne décourage.

Les Ukrainiens de Pologne, dans la lutte qu'ils mènent pour leur idéal, sont soutenus par un sentiment national qui s'élève jusqu'au sublime. Aucun sacrifice ne leur coûte, comme jadis aux Irlandais, et ils ont fait leur la profonde parole de Luther : « Votre force est en vous. » Leur jeunesse est condamnée à l'inaction et au dénuement. Leurs adolescents savent que toutes les carrières leur sont fermées, qu'ils ne seront jamais fonctionnaires, qu'ils n'auront jamais un grade dans l'armée. Ils ne fument ni ne boivent parce que le tabac et l'alcool sont des monopoles de l'État polonais. Ils souffrent, mais ils espèrent en croyant à un avenir meilleur.

Peu à peu, tous les partis ukrainiens se sont fondus en un parti unique qui incarne l'idéal national. Ce parti, suivant les méthodes de l'ancienne Autriche, n'est pas seulement une organisation politique. Il s'appuie sur un complexe économique, à base coopérative. Le parti a ses banques, ses coopératives laitières, de boucherie, des petites industries qui ont permis, jusqu'alors, en donnant de modestes salaires et des bénéfices limités, de vendre les produits des paysans, d'assurer une existence chétive, mais décente, à une élite intellectuelle, au moins en Galicie. Les difficultés matérielles sont plus grandes en Volynie, dans les voïvodies de la Pologne orientale qui connaissent une misère affreuse, un dénuement total. L'élément polonais y est d'ailleurs presque aussi malheureux.

Ces conditions d'existence inhumaines et quasi incroyables expliquent et dans une certaine mesure excusent les actes de terrorisme qui ont désolé, pendant de longues années, les provinces de la Pologne habitées par les Ukrainiens. Comme en Irlande, les maisons, les fermes des colons polonais ont flambé dans la nuit, les trains ont déraillé, des postes militaires ont été attaqués. Les Ukrainiens ont repris les méthodes appliquées jadis par Joseph Pilsudski dans sa lutte pour la libération de la Pologne... Un ministre de l'intérieur, M. Pieratzki, a même succombé sous les coups de l'organisation terroriste. Les Polonais ont répondu par des représailles, des violences, la fameuse « pacification de la Galicie orientale » jusqu'au jour où un accord a été conclu entre le gouvernement de Varsovie et le grand parti ukrainien de Galicie.

Depuis quelques années une sorte de trêve avait été observée de part

et d'autre. Mais l'intervention polonaise en Tchécoslovaquie, les menaces de la Pologne contre l'Ukraine carpathique, la volonté clairement affirmée d'anéantir le « bastion ruthène » afin d'obtenir une frontière commune avec la Hongrie, les actes de terrorisme commis par les Polonais dans les Carpathes, ont fait renaître le cauchemar des plus mauvais jours. De nouveau les fermes des colons polonais brûlent dans les ténèbres, de nouveau les usines, les bibliothèques ukrainiennes sont saccagées en Galicie...

## Le problème ukrainien dans l'Ukraine carpathique

Parmi les pays déshérités de l'Europe, l'Ukraine carpathique est l'un des plus misérables : des montagnes arides, quelques forêts, des pâturages pauvres, mal compensés par des lambeaux de plaines fertiles en bordure de la puszta hongroise, voilà ce que se disputent âprement des politiques rivales. Il s'agit moins, on le devine, de la valeur économique d'une région déficitaire — toujours il fallut l'aider — que d'une contrée d'une importance géographique et stratégique exceptionnelle.

Qui tiendra les cols des Carpathes, dominera la plaine hongroise, ouvrira, fermera, à son gré, les accès du bassin danubien, contrôlera la voie d'accès la plus directe de la Roumanie à l'Europe centrale? L'enjeu est d'importance.

Or il se trouve qu'un rameau de la famille ukrainienne s'est installé, il y a longtemps, dans ce couloir montagneux d'où vient la Tisza. Sous la domination hongroise, il a été jadis séparé de la Galicie : il lui a donc fallu rétablir des contacts, secouer des indolences, fonction d'une misère ancestrale, avant de recréer un mouvement national. Cette tentative a été freinée par des tendances grand'russes, soigneusement épaulées à Budapest, un faux autonomisme, de provenance étrangère et dont l'aventure du député Brodij est l'illustration la plus récente. Malgré tous ces obstacles une tendance nationale ukrainienne vivace, créée surtout par le patriotisme de jeunes instituteurs, a fini par s'instaurer en s'alignant sur le grand mouvement national de Galicie. C'est elle qui, après une période initiale de confusion, s'est saisie du pouvoir, éliminant les tendances pseudo-locales au service de l'étranger, grâce à l'appui de l'Église uniате représentée par Mgr Volosin.

Le gouvernement central de Prague avait en effet laissé toute latitude aux différentes tendances politiques tant qu'elles ne visaient pas ouvertement à la dissolution de l'État. Il ne cherchait pas davantage, comme on l'a répété à tort, à tchéquiser l'Ukraine carpathique. L'ayant trouvée fort

mal en point, au départ de ses anciens maîtres hongrois, les Tchèques lui sont venus en aide, non sans générosité, construisant des routes, créant des écoles, développant l'agriculture, l'industrie et le commerce. Quelques maladresses ont peut-être été commises par des fonctionnaires locaux plus zélés qu'habiles. Peut-être l'autonomie a-t-elle été réalisée un peu tardivement, alors qu'elle avait été prévue dès la constitution de l'État tchécoslovaque. Mais la population locale n'a pas beaucoup souffert de toutes ces lenteurs, en partie excusables.

Les décisions de Vienne sont évidemment cruelles pour le peuple ukrainien des Carpathes. Il a perdu les seules régions fertiles du territoire, ses deux capitales dans lesquelles cependant l'élément hongrois était en minorité. Il demeure exposé à l'intervention de la Pologne ou de la Hongrie qui affirment leur intention de se donner, tôt ou tard, une frontière commune. Il n'est pas sûr que l'action des Ukrainiens de Galicie suffise à écarter ce danger. Seule, dans l'état actuel des choses, l'intervention allemande, soucieuse de garder libre l'accès à la Roumanie, peut neutraliser la double pression hungaro-polonaise, encouragée à Rome par un régime que finissent par inquiéter les succès de l'allié trop heureux...

## Les préoccupations de l'heure présente

Et ce détour nous ramène au centre des préoccupations les plus urgentes de l'heure que nous vivons. Pour intéressante que soit la question ukrainienne, il nous faut bien avouer que nous la trouverions moins passionnante si l'Allemagne n'en avait pas souligné la valeur en s'assignant pour but de son expansion européenne la conquête des terres fertiles qui s'étendent des Carpathes à la mer Noire.

Mais l'affaire n'est pas nouvelle. Aurons-nous la naïveté, nous Français, qui pendant deux siècles avons eu une politique ukrainienne, de redécouvrir l'Ukraine à la suite de M. Rosenberg? Il faudrait, en ce cas, admirer avant tout notre faculté d'oubli. Les plans de l'Allemagne sur l'Ukraine, si nébuleux encore, si incertains, que pèsent-ils donc au regard de la politique de notre ancienne Monarchie, des desseins formidables de Napoléon? Mais nous n'avons rien à apprendre de l'Allemagne : c'est dans nos archives qu'il lui faudrait venir puiser des arguments et des idées directrices!

Comme autrefois la France, disons si vous le voulez bien Napoléon, l'Allemagne, pour des raisons idéologiques et des nécessités économiques, rencontre sur son chemin l'adversaire moscovite. Qu'a fait Napoléon? Il ne disposait pas seulement de la force des armes. Il songeait à disloquer

l'armature intérieure de la Russie, vulnérable par son régime social attardé et l'hétérogénéité de sa composition ethnique. Il déclarait lui-même au Sénat<sup>1</sup> « qu'il aurait pu soulever la plus grande partie de la Russie, en proclamant la libération des serfs ». Quant à l'Ukraine, Napoléon en voulait faire un État indépendant dont il se réservait l'investiture et qui aurait compris à peu près tous les territoires de l'Ukraine soviétique contemporaine :

« Cet État, déclare d'Hauterive, inspiré par Talleyrand, constituerait une des plus fortes barrières aux projets ambitieux de la Russie et à ses prétentions sur la mer Noire et sur le Bosphore... Rejetée à jamais de la mer Noire, la Russie serait alors forcée de renoncer à ses projets mal digérés de conquête, d'envahissement, d'usurpation de tout genre. »

Il ne s'agit pas seulement de politique. Dans les plans de Napoléon, l'Ukraine devient un fournisseur et un client de la France. Elle lui vend son blé, son huile, ses cuirs, ses chevaux, lui achète des produits manufacturés et des vins. Et tous nos ministres des Affaires Étrangères avaient rêvé, au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'intensifier le commerce français dans la mer Noire en cherchant des débouchés en Ukraine.

L'Allemagne reprend donc simplement les méthodes que nous avons mises en honneur il y a bien longtemps. Elle tâche d'agir sur l'organisation intérieure russe qui demeure vulnérable; elle s'efforce d'utiliser, à des fins de dissociation, le mouvement national ukrainien. Elle n'a donc rien inventé.

L'argument économique acquiert, il est vrai, une valeur nouvelle. L'Allemagne contemporaine, pays surindustrialisé, que ses acquisitions récentes — Autriche, pays des Sudètes — portent à un potentiel économique effrayant, cherchera à échanger contre des produits agricoles les objets manufacturés qu'elle va produire à une cadence qui pourrait devenir, pour elle-même, un sérieux danger, surtout si toute expansion coloniale lui demeure interdite.

Un autre élément va jouer, à plein, en faveur de l'Allemagne. La conscience nationale ukrainienne, faiblement développée à l'époque napoléonienne, est devenue une réalité et une force. Pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, les théoriciens de l'idée ukrainienne ont travaillé la Galicie et les pays autrichiens. Pendant douze ans, la politique soviétique d'ukrainisation a fait pénétrer dans toute la population des pays situés à l'est du Dniepr des idées, des sentiments prêts aujourd'hui à se manifester dans un sens que n'avaient pas prévu tous leurs inspireurs. Le danger ukrainien n'est-

1. *Moniteur officiel* du 21 décembre 1812.

il pas devenu tel que la Pologne, renversant son système d'alliances, renonçant à l'idée de Pilsudski sur l'ennemi le plus redoutable, vient offrir un accord à Moscou?

Et Moscou n'a pas moins conscience du péril. Les anciens dirigeants ukrainiens de la République associée ont tous depuis longtemps disparu. Mais, à l'exemple de Skrypnyk, ils ont préféré le suicide aux procès édifiants où les accusés pleurent, s'accusent, reconnaissent leurs fautes en implorant le pardon. Les Ukrainiens tombent, mais ils tombent debout et dignement. Tous les littérateurs, tous les intellectuels ukrainiens que nous avons autrefois connus ne font plus entendre leur voix. Où sont-ils? Nul ne le sait. Mais plus que jamais l'idée nationale ukrainienne est vivante, malgré les exécutions, les dispersions de villages entiers. Elle se manifeste par une opposition sourde, tenace, inlassable à toutes les initiatives du régime. Et que faire, au fond, contre la détermination implacable de 30 millions d'hommes? Tôt ou tard il faudra bien penser à l'article 4 de la Constitution soviétique.

Mais en admettant que l'Allemagne parvienne à ses fins, qu'elle aide à se créer un grand État national ukrainien, est-il sûr qu'elle en sera maîtresse et l'exploitera sans contrôle, en évinçant tous ses rivaux? Qui donc pourrait le prétendre? Et les Ukrainiens, s'ils sont quelque jour libérés, ne tiendront-ils pas à être les maîtres chez eux, ne chercheront-ils pas à acquérir des amitiés susceptibles de contrebalancer une influence unique qui modifierait seulement leur genre de servitude? Au cours de la dernière guerre n'ont-ils pas chassé, une fois déjà, un gouvernement établi par l'Allemagne, gardé par des troupes allemandes, celui de l'hetman Skoropadskij?

Sommes-nous si mal placés pour jouer alors notre partie? Il n'y a aucune animosité entre le peuple ukrainien et le nôtre. Nous ne menacerons jamais ses libertés ni son indépendance. La France a gardé tout son prestige de nation libérale et il faudrait bien peu d'efforts pour reconquérir des positions abandonnées plutôt que vraiment perdues. Que pourrions-nous faire, en attendant?

Nous abstenir, tout d'abord, d'irriter les susceptibilités ukrainiennes en répétant, dans notre presse, des sottises qui montrent seulement notre ignorance. Un grand journal du soir déclarait encore, solennellement, il y a une huitaine que le terme d'Ukraine avait été inventé « par un pédant viennois ». Il est permis de méconnaître le sens ancien du mot Ukraine dans l'onomastique slave, de ne pas savoir qu'il se rencontre dans les chroniques du XII<sup>e</sup> siècle. Mais notre plus grand géographe français du XVII<sup>e</sup> siècle, Beauplan, n'intitulait-il pas, en 1660, son œuvre maîtresse sur l'Europe orientale « Description d'Ukraine, qui sont plusieurs parties du

Royaume de Pologne, contenuis depuis les confins de la Moscovie jusques aux limites de la Transilvanie »? Ne disons pas non plus que l'Ukraine est une « intrigue allemande ». Si elle a été une intrigue, c'est d'une intrigue française qu'il faut parler, de Louis XIV à Napoléon. Ne jetons pas, par amnésie, un peuple jeune, dont l'avenir est certain, dans les bras de nos concurrents.

Établissons des contacts entre Français et Ukrainiens. Nous n'osions pas jadis nous y résoudre à cause de nos amitiés? Quel enfantillage ou quelle paresse! Et d'ailleurs, qui nous demande de renoncer à nos amitiés, à nos pactes? Il ne s'agit pas d'action politique. L'information, les rencontres, un simple intérêt de curiosité bienveillante ne suffisent-ils à tenir ouvertes des avenues qui peut-être verront plus tard cortèges plus somptueux? La pauvre Allemagne de Weimar, au temps de la grande amitié soviétique de Rapallo, avait bien su conserver sa liberté dans les affaires ukrainiennes. Sans jamais s'engager, sans prodiguer les déclarations inutiles, patiemment, sans bruit, elle construisait ses jeux de rechange, trouvant expédient d'avoir des fers au feu partout. Elle ne paraît pas avoir perdu à cette politique.

René MARTEL

Extrait de *Politique Étrangère*, n° 6. — Décembre 1938